AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search
http://ageconsearch.umn.edu
aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

Manger pour vivre. L'alimentation en condition de précarité dans les pays « riches »
Anthropology of Food 6, septembre 2008, Delavigne A.-E., Montagne K. (éds)

Ce numéro spécial de la revue en ligne *Anthropology of Food*, dédié à l'alimentation des personnes précaires, convoque les sciences sociales sur le sujet de la faim. Dans leur introduction, intitulée « De la honte d'avoir faim dans un pays riche », Anne-Elène Delavigne et Karen Montagne, coordinatrices du numéro, affirment chercher à « *réintroduire dans l'actualité des sciences sociales une dimension du fait alimentaire souvent négligée* » dans les pays riches, bien qu'incontournable. Ainsi, la faim ne serait pas uniquement un problème propre aux pays émergents, mais également celui de pays ayant pour point commun l'abondance alimentaire comme signe de leur richesse (Suisse, France) ou l'importance de la production de denrées alimentaires dans leur territoire (Espagne, Roumanie). La faim est traitée à partir de différents points de vue, qui incluent une perspective ethnologique (Guidonet), ethnographique (Plancade), socio-anthropologique (César), historique (Perianu, Clément) ainsi qu'une approche quantitative (Poulain et Tibère, Gaberel et Ossipow, Amistani et Terrolle). Ce parti pris de la pluridisciplinarité se traduit par une diversité de méthodes (quantitatives et qualitatives) et de matériaux. Les sources utilisées incluent films, œuvres littéraires, entretiens qualitatifs, observation participante, questionnaires quantitatifs et entretiens rétrospectifs.

Quatre thématiques principales se dégagent de cette compilation. La première traite des représentations institutionnelles de la faim. Ces dernières donnent lieu à des pratiques et des initiatives de prise en charge des individus en marge de la société. Le numéro s'ouvre ainsi sur une vision diachronique sur trois siècles, livrée par Alain Clément sur l'histoire de la pensée libérale et la construction du « bon pauvre ». Il propose une approche de la réponse à la question « faut-il nourrir les pauvres ? » en France et en Angleterre dans la pensée économique. Les premières approches modernes du secours aux pauvres sont situées entre le XVIe et le XVIIe siècles, période à laquelle la charité a un rôle nutritif accompagné d'un rôle éducatif et, surtout, une mise au travail des plus exclus : mendiants « oisifs », vagabonds et invalides. Cette catégorie s'élargit dans la deuxième moitié du XVIIe siècle aux travailleurs dont les revenus sont à peine suffisants pour vivre. C'est au XVIIIe siècle que l'obligation alimentaire familiale est systématisée (*speenhamlandsystem*, 1795) comptant avec une version moderne de l'aide sociale (indexée sur le prix des céréales, versée en complément du salaire et tenant compte de la composition de la famille). Le siècle suivant se caractérise par un désengagement progressif, mettant au centre de la discussion la libéralisation du travail et considérant les pauvres comme des consommateurs irrationnels et imprévoyants suivant des processus différents. Parallèlement, se développe une prise en compte des facteurs institutionnels et systématiques à l'origine de la pauvreté. Au cours de la Troisième République, une politique d'assurance sociale et de solidarité voit le jour en France tandis qu'en Grande-Bretagne un passage de la gestion de l'assistance philanthropique à la gestion étatique transforme les mentalités. Dès lors, « l'Etat va ériger l'assistance en droit » (p. 22).

Les contraintes alimentaires en situations exceptionnelles ou particulières (défaut d'approvisionnement) font l'objet d'un deuxième ensemble de textes. Les stratégies mises en place par les individus pour y faire face en constituent le sujet principal. Ainsi, trois articles livrent une approche de la faim en Europe au cours du XXe siècle : pendant le régime communiste en Roumanie, la guerre civile en Catalogne, ou encore la faim en Europe qui « naît de situations exceptionnelles » multiples. L'article « Précarité alimentaire, austérité. Manger pendant la dernière décennie communiste en Roumanie » se propose « *d'examiner la*

manière dont l'accès aux aliments a structuré l'expérience sociale et nutritionnelle de l'individu, dans le cas de la société roumaine pendant sa dernière décennie communiste » (p. 12). Catherina Perianu analyse, à travers des témoignages et des observations, comment la fonction sociale de la nourriture prend une place et une signification propres au contexte économique et politique de la Roumanie de la fin de la dictature. Les pratiques alimentaires sont au cœur de la construction de l'identité des individus, du lien social et des échanges. Avec un approvisionnement difficile, les files d'attente constituent des lieux privilégiés de débrouillardise, de développement de réseaux sociaux, voire de résistance politique. Pour l'auteur, la préparation culinaire, le bricolage des recettes traditionnelles et les occasions festives ont « *influencé de manière notable la façon dont les individus se percevaient et se définissaient par rapport à soi-même et à autrui* » (p. 9). A travers un cas d'étude, Alicia Guidonet, dans son article « La réciprocité comme stratégie pour gérer la faim et la précarité alimentaire », analyse la manière dont une femme en situation de monoparentalité fait face aux différentes étapes imposées par le ravitaillement en temps de guerre dans un roman classique catalan. Elle montre la place centrale de la réciprocité comme ressource et défend l'hypothèse « *selon laquelle l'une des fonctions de l'alimentation serait, dans ce contexte spécifique, la création et le maintien des relations sociales* ». Ainsi, les relations sociales sont réexaminées à travers le filtre de l'alimentation (son établissement, ses affaiblissements ou son effritement). Enfin, l'article de Vincent Chenillé, « La faim dans les pays occidentaux développés. Sa représentation dans le cinéma de fiction (1918-2006) », propose une recension d'une centaine de films « tournés à un moment où la faim était techniquement réglée » et désormais intolérable dans les pays appartenant au corpus France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie et Espagne. La faim est placée à l'écran comme propre à des situations historiques exceptionnelles, l'isolement géographique ou social, la marginalité. L'auteur fait également une caractérisation des personnages qui ont faim et y résistent, devenant des héros.

Le troisième axe regroupe un ensemble de textes portant sur des individus en situation d'extrême pauvreté et s'intéressant aux effets des aides sociales en matière alimentaire sur leurs bénéficiaires. Constituant la plus grande partie des bénéficiaires de l'aide d'urgence, les sans-abri sont largement étudiés dans ce numéro. Amandine Plancade montre notamment que leur alimentation se caractérise par une dépendance plus ou moins forte selon les pratiques d'approvisionnement (glanage, récupération de restes et des produits en fin de marché, pratiques de manche, de vol, de 'débrouille' et, éventuellement, d'achat). C'est à cette catégorie qu'appartiennent les quatre habitants de « la cabane », un abri de fortune où l'approvisionnement (dons, récupération et, dans une moindre proportion, achat) et la préparation des repas prennent une place centrale dans la vie quotidienne, organisent et structurent la vie sociale de ses membres, et permettent d'établir des relations avec leur voisinage. « *Suivre le chemin parcouru par les aliments, décrire les façons de se les procurer, de les cuisiner, de les consommer, de les redonner et de les jeter invite à considérer les rapports sociaux en jeu et à comprendre comment se construit la valeur des aliments à chacune de ces étapes* » (§ 3). La valorisation des denrées pour la consommation est une activité loin d'être exclusivement une activité de survie ou de maintien physique, même si elle constitue rarement, nous dit l'auteur, une « question de goût ». Ce processus constitue pour les membres de la cabane une construction de soi, une possibilité de négocier leur relation avec le manque. Il leur procure également le statut de « possesseurs » d'aliments et même la possibilité de devenir aidant/donateur. Dans l'optique de dresser un cadre plus général, Carole Amistani et Daniel Terrolle définissent l'alimentation des sans-logis par leur autonomie (entendue comme le choix) et/ou

leur dépendance (liée au don). La politique sociale, et plus spécifiquement le don alimentaire, est sujet d'une critique, car celui-ci n'« *assure pas l'équilibre nutritionnel ou même les aspects socialisants dans l'acte alimentaire* » (p. 1). Il se limite encore de nos jours à la sphère de l'urgence et relève du traitement palliatif pour un problème de fond de nos sociétés. L'analyse vise à étudier le fonctionnement et les dysfonctionnements de cette alimentation en considérant les représentations qui lui sont associées, tant de la part des sans-abris que des personnes chargées d'assurer ce service. Les auteurs concluent qu'en dépit des efforts menés du point de vue de l'assistance aux sans-abri, le contenu nutritionnel des aliments distribués et les tentatives de distribution de compléments vitaminiques peuvent entraîner des troubles graves. Ils soulignent également la conscience que les SDF ont de leur situation d'exclusion, n'ayant « *perdu ni le sens de la cuisine, ni les repères d'une alimentation équilibrée* ». Ils restent soumis aux lois sociales de l'exclusion qui les privent du droit de pouvoir choisir leur alimentation.

L'article de Christine César présente une étude de cas approfondie sur un ménage de personnes « sans papiers » en France, en articulant le recours à l'aide alimentaire et leurs conditions de vie. Pour l'auteur, l'absence de papiers érige ces personnes en « *figures extrêmes de dépendance au soutien mis en place par la société civile, les associations caritatives* ». Situation amplifiée par les conditions de logement à l'hôtel, où la présence de cuisines collectives est rare et la prohibition de cuisiner ou de réchauffer des aliments, voire d'avoir un réfrigérateur, contraignent encore plus la possibilité de se nourrir. Bénéficiaire de colis de nourriture, avec des ressources très limitées, la famille étudiée compose ses 'repas' avec le panier accordé par les épiceries sociales et un réchaud dans la chambre. Cette épreuve quotidienne pour se nourrir a des effets sur l'image de soi des adultes du ménage qui sentent que « *le don alimentaire 'dégradé' dégrade celui qui le mange* » (p. 9), et les mène à refuser certains types d'aide, notamment pour ne pas être engagés dans la logique du don/contre-don. Pascal Gaberel et Laurence Ossipow s'intéressent quant à eux aux pratiques des bénéficiaires des aides sociales genevois. A travers le suivi d'une cohorte, les auteurs cherchent à mettre en lumière ce que « bien manger veut dire » pour cette population. Ils mobilisent une approche bourdieusienne de la notion d'habitus pour analyser les discours et les activités alimentaires régulières de ces bénéficiaires. Pour cela, ils se réfèrent aux textes de lois et aux directives d'application qui leur accordent leur statut, définissent leurs aides sociales, ainsi que les montants attribués. Dans les représentations, « *les usagers de l'aide sociale ne se distinguent fondamentalement pas de la population générale* » (p. 23). Certains d'entre eux ont une situation particulière qui peut ouvrir droit à des indemnités alimentaires leur permettant une marge de manoeuvre grâce aux maigres ressources reçues. Les autres ont généralement les moyens de manger renforçant notamment de manière exceptionnelle le caractère convivial et socialisant de l'alimentation. Lors d'un excédent, il ne s'agit plus simplement de se nourrir pour entretenir son corps mais aussi de dépasser ce stade.

L'article de Jean-Pierre Poulain et Laurence Tibère aborde une quatrième thématique, la question de la précarité alimentaire et de ses effets sur la santé. A partir de l'analyse statistique d'un échantillon de personnes en situation précaire, issu d'une étude en population générale, les auteurs entendent « *contribuer à une plus fine identification des groupes sociaux à risques et se mettre ainsi au service de la lutte contre les inégalités face à la santé* » (p. 5). Les individus sont repérés dans l'échantillon à l'aide d'« indice de précarité » et classés en deux groupes, « précaires » ou « en voie de précarisation ». La relation entre précarité et obésité est analysée

en montrant que « *l'instabilité et la fragilisation socio-économiques semblent constituer un terrain favorable à la prise pondérale et à l'obésité* » (p. 9), de même que la baisse des revenus. Les auteurs cherchent également à définir des systèmes de prises alimentaires spécifiques aux populations précaires. Chez ces familles, les repas suivent la tendance générale à la simplification des repas, mais d'une façon plus forte : « *La norme classique 'entrée + plat garni + fromage et/ou dessert' recule au profit du plat unique ou des couples 'entrée + plat' ou 'plat + dessert'. Les sandwichs/hamburgers (9,1 %), les pizzas/quiches (11,5 %) et les boissons sucrées (26,8 %) apparaissent comme composantes normales des repas* » ; leur taux de consommation de légumes et de poisson est plus faible que pour la population générale en opposition avec les féculents qui ont des scores très importants. Finalement, en ce qui concerne les pratiques, les auteurs constatent une multiplication des prises hors repas, un décalage par rapport à la « temporalité sociale » et la consommation des repas face à la télévision (notamment pour le petit-déjeuner et le repas de midi). En ce qui concerne les représentations, la viande est survalorisée comme aliment « essentiel » et ces personnes s'avèrent « *moins sensibles au discours nutritionnel valorisant les fruits et légumes ou le poisson* » (p. 10).

Travailler aujourd'hui sur les personnes en situation de précarité nous semble constituer un défi dans la mesure où la catégorie des « précaires » est composée d'une grande diversité d'individus aux parcours et origines multiples. Serge Paugam (2005) suggère ainsi que l'étude de la pauvreté doit inclure trois facteurs : le degré du développement économique et du marché de l'emploi, la nature du système de protection sociale et d'action sociale, et la forme et l'intensité des liens sociaux. Ces trois facteurs sont présents dans les différents articles de ce numéro. Tout en se référant à des « pays riches » comme contexte d'analyse, les différences entre les périodes étudiées multiplient les contextes sociaux et économiques dans lesquels les conditions de vie et d'assistance varient fortement. Cette pluralité de situations permet d'analyser comment l'expérience de la faim prend des visages différents en période de pénurie (guerre civile ou régime contraignant comme en Roumanie), ou dans des contextes d'abondance comme à Paris ou Genève de nos jours. Les différents systèmes de protection sociale et d'intervention (deuxième facteur) façonnent les pratiques alimentaires de leurs bénéficiaires et les représentations de la pauvreté. De telles situations sont aujourd'hui associées à des situations exceptionnelles ou aux pays dits en voie de développement, ou encore propres à des moments de l'histoire de l'Europe. De ce fait, comme le dénoncent Carole Amistani et Daniel Terrolle ou Christine César, le traitement de la faim reste du domaine de l'urgence. Les réponses ne visent pas à la prise en charge de l'ensemble des besoins de situations qui se pérennisent, alors même qu'un grand nombre des usagers de la distribution de repas ou colis en dépendent totalement. La difficulté à se nourrir relève du domaine de l'exclusion et reste associée à une population jugée marginale et assistée, qui serait incapable de se prendre en charge dans des sociétés où l'injonction à l'autonomie est la norme (Duvoux, 2009). L'impossibilité de prendre en charge son alimentation ou celle de ses proches représente aujourd'hui le dernier échelon de la marginalité, voire de désocialisation. Dans les articles de Christine César et Amandine Plancade, les efforts menés par les individus pour négocier leur statut d'assistés et reprendre en main leur alimentation sont la preuve de la difficulté du vécu de la "dépendance alimentaire". Pour ceux encore plus dépendants, les usagers de la distribution d'aliments, l'alimentation perd sa dimension sociale et se nourrir devient une épreuve. D'après Carole Amistani et Daniel Terrolle, cette population partagerait avec le reste de la société les mêmes représentations de ce que « bien nourrir » veut dire et serait victime des « logiques sociales de domination » (p. 15).

Quant à la troisième dimension évoquée par Serge Paugam, la force des liens sociaux, l'alimentation constitue un terrain d'étude privilégié. Ainsi, tout en relevant des pratiques alimentaires en milieu précaire dans les "pays riches", deux contextes antagonistes peuvent être repérés. Dans le premier cas, l'alimentation est un élément qui s'ajoute à l'exclusion des personnes en situation de pauvreté : les SDF, les familles de sans papiers, les usagers genevois ou parisiens. Dans le deuxième cas, la faim est partagée – comme en temps de guerre ou sous le régime communiste – et les stratégies de recherche des denrées alimentaires peuvent être facteur d'intégration et de maintien des liens avec le reste de la société. Dans ces contextes, la faim n'est pas associée à des situations marginales mais plutôt exceptionnelles et suscitent la solidarité de l'entourage. Afficher ses difficultés, tout en étant éprouvant, relèverait du manque de responsabilité individuelle, il s'agirait alors de « bons pauvres ». Le lien social devient la ressource la plus importante ou nécessaire pour assurer l'approvisionnement, notamment dans les cas d'absence de prise en charge par un système de sécurité sociale. Dans ce contexte, l'instauration de systèmes de don/contre-don voit le jour et se cristallise, assurant la reconnaissance et la protection de l'entourage social. Les denrées alimentaires deviennent « une pièce d'échange sociale ». Ainsi, en dépit de ces différences qui rendent difficilement comparable l'épreuve de la pauvreté, l'ensemble de ces contributions fait apparaître deux versants opposés de la pauvreté en lien avec l'alimentation, où les trois facteurs (contexte socio-économique, systèmes de protection et force des liens) donnent lieu à des situations très contrastées. La lutte contre la faim peut alors constituer un facteur d'intégration ou, tout au contraire, un facteur d'isolement.

En dépit des approches diachroniques, du suivi de cohortes et des efforts menés pour distinguer des groupes à l'intérieur des populations considérées comme précaires, l'approche statique et unidimensionnelle de la pauvreté reste la norme, alors que la pauvreté dans nos sociétés correspond davantage à un processus cumulatif de difficultés. Aujourd'hui, parler des pauvres n'exclut pas nécessairement les salariés. La frange des salariés qui subissent un processus de dévalorisation est croissante ; ils deviennent une partie importante des usagers de l'aide alimentaire. La frontière entre chômeurs assistés et travailleurs précaires devient de plus en plus floue. Le problème de l'alimentation contrainte par des raisons financières touche aujourd'hui un pourcentage important de personnes dans les « pays riches ». Une telle approche incluant les nouveaux « précaires » est très peu étudiée, si ce n'est tabou. Elle est pourtant essentielle pour comprendre le phénomène de la faim ou de la peur de la faim dans les sociétés contemporaines.

Ana MASULLO
INRA, UR1303 ALISS,
Equipe de recherche sur les inégalités sociales (ERIS),
Centre Maurice Halbwachs (CNRS/EHESS/ENS)

Bibliographie

Paugam S. (2005) *Les formes élémentaires de la pauvreté*, Paris, PUF.

Duvoux N. (2009) *L'autonomie des assistés. Sociologie des politiques d'insertion*, Paris, PUF.